

LES ENJEUX DE SÉCURITÉ EN ASIE CENTRALE : LA POLITIQUE DE LA RUSSIE

PAR

ISABELLE FACON (*)

Après y avoir occupé une place secondaire, l'Asie centrale post-soviétique (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) a, au cours des dernières années, acquis une importance croissante dans les politiques étrangère et de sécurité russes. Cette évolution est particulièrement sensible depuis l'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine, qui a, dès avant son élection à la présidence, indiqué son intérêt pour une activation de la diplomatie russe dans cette région. Alors qu'il n'était encore que Premier ministre, le futur Président s'est ainsi rendu successivement (novembre et décembre 1999) au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Un mois après son élection à la présidence, il visite de nouveau l'Ouzbékistan et le Turkménistan (mai 2000).

Cet « activisme » de la Russie en Asie centrale reflète les priorités que le « nouveau Kremlin » affiche dans le Concept de politique étrangère approuvé par le Président Poutine en juin 2000 : la première de ces priorités consiste au renforcement de l'intégration et de la coopération au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Or, certaines des républiques d'Asie centrale poursuivent des politiques défavorables à la réalisation de cet objectif. Il en va ainsi du Turkménistan, dont la politique étrangère et de sécurité, reposant sur la neutralité, s'avère parfois fluctuante, et, surtout, de l'Ouzbékistan, l'un des Etats de l'ex-URSS les plus rétifs aux efforts de la Russie visant à consolider la CEI et à réaffirmer son influence dans l'espace ex-soviétique.

La volonté manifestée par la Russie de Poutine de développer sa présence en Asie centrale traduit également la perception d'une urgence accrue des problèmes de sécurité régionale. La Russie, de tout temps préoccupée par la stabilité de sa périphérie, notamment au sud, constate avec une anxiété certaine l'accentuation des troubles dans cette zone fragile depuis l'arrivée des Talibans à Kaboul, en septembre 1996. En 1999 et 2000, les incursions de militants religieux armés au Kirghizistan et en Ouzbékistan ont achevé de convaincre le Kremlin de la nécessité de renforcer les efforts de sécurisa-

(*) Chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, Paris, France) et professeur au Collège interarmées de défense et à l'Institut catholique de Paris.

tion de la zone. En 2000, la Russie affirme son intérêt pour une relance du Traité de sécurité collective de la CEI (TSC) qui, outre la Russie, la Biélorussie et l'Arménie, compte trois des cinq Etats centre-asiatiques (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan). En mai 2001, les Etats membres du TSC décident de la mise sur pied d'une force de réaction rapide en Asie centrale, destinée à repousser des agressions militaires extérieures et à conduire des opérations contre-terroristes.

Face au regain d'intérêt de la Russie pour la région centre-asiatique, nombre d'observateurs ont supposé que le Kremlin cherchait à exploiter, en l'exagérant, l'argument sécuritaire, afin de justifier une réaffirmation de ses positions politiques et militaires dans la région. Qu'en est-il réellement, à l'heure où, à la faveur des développements intervenus dans la zone suite aux attentats du 11 septembre 2001, notamment l'arrivée de forces militaires occidentales, la politique centre-asiatique de la Russie paraît plus que jamais hésiter entre réflexes historiques (tentation hégémonique et rivalité géopolitique) et acceptation pragmatique d'une gestion collective, à l'échelle régionale, de défis de sécurité diversifiés ?

LA RUSSIE INDÉCISE FACE A UN CONTEXTE DE SÉCURITÉ CENTRE-ASIATIQUE COMPLEXE

Les analystes occidentaux insistent fréquemment sur l'inertie qui caractérise, selon eux, les perceptions de sécurité et l'évaluation de la menace des stratèges et des militaires russes. De fait, beaucoup d'officiers supérieurs restent attachés à l'idée que l'Occident (Etats-Unis et OTAN en tête) demeurent des menaces militaires de premier plan pour la Russie. Toutefois, pour bon nombre de généraux russes, ce discours vise avant tout à justifier les demandes d'augmentations budgétaires qu'ils adressent au gouvernement mais aussi le maintien des forces armées dans une physionomie conforme à la sauvegarde de leurs intérêts corporatistes, voire personnels. En outre, l'éclatement de l'URSS, en provoquant le développement d'un grand nombre de conflits et de désordres de toutes natures sur l'ensemble du territoire de l'ancienne Union soviétique, a très tôt alerté les autorités civiles et militaires russes sur l'urgence de menaces moins traditionnelles. Ainsi, si les documents officiels qui présentent les priorités et objectifs des politiques de sécurité et militaire russes portent la marque de l'acrimonie et des appréhensions que Moscou nourrit à l'encontre de l'Alliance atlantique et des Etats-Unis (1), ils n'en évoquent pas moins les menaces transnationales que

(1) Il s'agit du Concept de sécurité nationale, décret présidentiel n° 24, 10 janvier 2000, et de la Doctrine militaire, décret présidentiel n° 706, 21 avril 2000. Ces documents ont été finalisés dans l'immédiat « après-Kosovo », qui a causé au sein des élites politiques et militaires russes le traumatisme que l'on sait. Cf. Isabelle FACON, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 2, 2001, pp. 787-806.

sont le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, la criminalité organisée, les trafics illicites... comme des risques de premier plan pour la sécurité de la Fédération de Russie.

Ces risques se manifestent avec une acuité particulière dans la périphérie sud du pays (Caucase et Asie centrale), la situation intérieure des républiques de ces régions étant propice à l'implantation et à l'accentuation de ces dangers. L'Asie centrale ex-soviétique, notamment, est confrontée à diverses sources internes d'instabilité – faiblesse des États, corruption endémique, lourdes difficultés économiques et sociales, composition ethnique et religieuse complexe, différends territoriaux ou tensions sur les ressources en eau entre les États de la zone, *etc.* (2) La fragilité des régimes de contrôle des frontières contribue fortement aux appréhensions des autorités russes face à l'Asie centrale : de fait, en conséquence du caractère volatil de la situation dans les territoires séparant les régions méridionales de la Russie de l'Afghanistan, « *les régions frontalières de Sibérie occidentale ont été transformées en ligne de front contre une variété de nouvelles menaces de sécurité, du trafic de drogues au trafic de petites armes en passant par les migrations illégales* » (3). S'ajoute à ces facteurs d'inquiétude l'état des forces militaires et paramilitaires de la plupart des républiques d'Asie centrale, dont l'incapacité à faire face efficacement à des opérations de groupes de militants armés et très mobiles s'est illustrée avec clarté lors des événements de 1999-2000 (4).

Toutefois, le consensus presque entier au sein des milieux dirigeants russes sur l'urgence croissante des dangers présents en Asie centrale contraste avec le caractère hésitant de la politique de la Russie dans cette région, politique caractérisée par une « *fluctuation incessante entre le maintien d'une présence en Asie centrale et le retrait de la région* » (5), empêchant la définition d'une stratégie ferme pour faire face aux menaces. Du reste, à l'heure où les moyens d'intervention extérieure de la Russie sont restreints, Moscou a pu considérer l'Asie centrale comme une zone moins sensible que le Caucase, plus proche et dont les instabilités, aiguës (pressions séparatistes prononcées en Géorgie, conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), risquaient d'avoir un

(2) Pour des travaux synthétiques sur les situations respectives des cinq pays d'Asie centrale, cf. Yann BREAUULT/Pierre JOLICEUR/Jacques LÉVESQUE, *La Russie et son ex-empire. Recomposition géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 223-313; Youri ROUBINSKI, « Les éclats de l'empire ou la Communauté des États indépendants (CEI) », *Les Cahiers de l'IFRI*, n° 33, 2001, pp. 77-107. Pour un suivi systématique des développements dans la région, cf. le site Internet Eurasianet www.eurasianet.org.

(3) Oksana ANTONENKO/Kathryn PINNICK, « Russia's Foreign and Security Policy in Central Asia : The Regional Perspective », *Russia's New Southern Border : Western Siberia-Central Asia*, n° 2, 2003, p. 5.

(4) Cf. William D. O'MALLEY/Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 16, septembre 2003, n° 3, pp. 72-111.

(5) Dmitry TROFIMOV, « Russia's Foreign-Policy Objectives in Central Asia », *Russia's New Southern Border : Western Siberia-Central Asia*, n° 2, 2003, p. 14. Dmitry Trofimov est un conseiller de la cellule de planification du ministère russe des Affaires étrangères.

impact plus direct et immédiat sur la sécurité russe (contexte tchéchène) (6). La Russie a pu s'estimer, pour le court terme, « protégée » par ses relations relativement bonnes avec le Kazakhstan, avec lequel elle partage une frontière de 6 500 kilomètres, qui constitue son point de contact direct avec l'ensemble de l'Asie centrale ex-soviétique. Il faut également discerner, dans les « hésitations » russes, une traduction du traumatisme de l'intervention soviétique en Afghanistan qui, au moins dans la première moitié des années 1990, a dicté aux dirigeants russes un repli géopolitique davantage qu'un investissement politique et militaire actif dans cette région (7).

Cependant, l'importance de l'Asie centrale dans les priorités de sécurité russes s'est renforcée après l'arrivée, en septembre 1996, des Talibans à Kaboul et la guerre civile en Afghanistan, exportant vers les pays voisins immigrants illégaux, stupéfiants et petites armes. De surcroît et surtout, l'Afghanistan devient une base arrière pour des groupes terroristes, dont Al Qaïda, assurant la formation de militants politiques ou religieux armés, notamment ceux du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) (8), qui depuis 1999-2000 ont mené des incursions régulières, à partir du territoire afghan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan (9). L'accentuation de l'intérêt de la Russie pour l'Asie centrale qui se dessine à partir de 1996 correspond à des infléchissements sensibles de la politique extérieure russe dans cette même période, sous l'égide d'Evguénii Primakov, nommé ministre des Affaires étrangères en janvier 1996. Moscou, alors motivée par sa déception quant aux résultats de ses efforts pour nouer un partenariat stratégique avec la communauté euro-atlantique, recentre sa politique extérieure sur la valorisation de ses intérêts propres. Ceux-ci sont supposés s'exprimer dans l'affirmation de la présence russe dans l'espace ex-soviétique (10), mais aussi dans l'approfondissement des liens avec des Etats asiatiques-clefs. Dans ce contexte, la Russie entend se donner les moyens d'utiliser « *sans restriction* » le « *potentiel de l'Asie centrale en tant que zone de transit* », une condition nécessaire à une intensification de ses relations avec la Chine, l'Inde et l'Iran (11).

Ces deux objectifs – resserrer les liens avec l'ensemble des pays de la CEI et développer une diplomatie active vis-à-vis de partenaires asiatiques stra-

(6) Il faut néanmoins rappeler ici le rôle de premier plan joué par Moscou dans le règlement de la guerre civile au Tadjikistan (1992-1997).

(7) Alekseï MALACHENKO/Dmitriï TRENINE, *Vremia Iouga : Rossiia v Tchetchne, Tchetchnia v Rossii* [L'heure du sud : la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie], Gendalf, 2002, p. 182.

(8) Le Département d'Etat américain a inclus cette formation dans sa liste de mouvements terroristes internationaux.

(9) Alekseï MALACHENKO/Dmitriï TRENINE, *Vremia Iouga : Rossiia v Tchetchne, Tchetchnia v Rossii*, op. cit., p. 4. Le gouvernement russe a affirmé que des combattants tchéchènes étaient entraînés en Afghanistan par Al Qaïda.

(10) La nécessité de protéger les intérêts des minorités russes présentes en Asie centrale est périodiquement évoquée comme source de l'intérêt russe pour la stabilisation de la région. Selon D. TROPIMOV, les Russes, en 2001, représentaient 11,7 % de la population de la région centre-asiatique : cf. Dmitry TROPIMOV, « Russia's Foreign-Policy Objectives in Central Asia », op. cit., p. 16).

(11) *Ibid.*, p. 15.

tégiques – imposent, selon le Kremlin, de travailler au renforcement de la stabilité et de la sécurité régionales. Pour de nombreux observateurs, Moscou instrumentalise, en réalité, le thème de l'insécurité centre-asiatique pour faire revenir dans le « giron russe » les Etats de la région, dont certains affichent clairement leur volonté de garder leurs distances avec la Russie et de diversifier autant que possible les partenariats. Cependant, le caractère relativement réaliste de la politique russe vis-à-vis de l'Asie centrale, qui se traduit notamment par l'acceptation croissante d'interventions de puissances extérieures également soucieuses de stabiliser la zone, appelle à une analyse plus nuancée des intentions russes dans cette région.

Les forces armées des républiques d'Asie centrale

	<i>Kazakhstan</i>	<i>Kirghizistan</i>	<i>Ouzbékistan</i>	<i>Tadjikistan</i>	<i>Turkménistan</i>
Effectifs	60 000	10 900	50-55 000	6 000	17 500
Réserve	237 000	57 000	-	-	-
Durée du service	31 mois	18 mois	18 mois	24 mois	24 mois
Forces paramilitaires	34 500	5 000	18-20 000	1 200	-

Source : *The Military Balance 2002-2003*, International Institute for Strategic Studies, Londres, octobre 2002, 352 p.

UNE APPROCHE PRAGMATIQUE : LA RECHERCHE DE SOUTIENS EXTÉRIEURS POUR LA STABILISATION DE L'ASIE CENTRALE

Force est de constater que la politique de la Russie, si elle n'a pas été dénuée de maladresses et de fluctuations, notamment dans la première moitié des années 1990 (12), s'est en définitive avérée relativement pragmatique, dans le sens où elle a été motivée prioritairement par le souci de favoriser la prévention de la montée des tensions dans la zone (davantage que dans le cas du Caucase du Sud, où les considérations d'ordre politique l'ont bien souvent emporté sur les besoins de sécurité). Le pragmatisme de la Russie s'est illustré, notamment, par la reconnaissance de ce que ses capacités d'action sont restreintes – pour ce qui concerne tant la prévention (par exemple par une politique de soutien au développement économique et social des pays de la région) que la réaction aux troubles (limitations des ressources militaires et paramilitaires susceptibles d'être engagées; réti-

(12) Pour un point plus détaillé sur les aléas de la politique de la Russie en Asie centrale dans la première partie des années 1990, cf. Isabelle FACON, « Entre intérêts politiques et enjeux de sécurité : les dilemmes de la Russie en Asie centrale », *Cahiers de Mars*, n° 177, 2^e trimestre 2003, pp. 77-90.

cences marquées de la plupart des gouvernements de la région à accepter une forte ingérence russe dans leurs affaires intérieures, même au nom d'enjeux de sécurité bien réels). En conséquence, Moscou a progressivement opté pour une politique de coopération avec d'autres puissances régionales préoccupées au même titre qu'elle par le développement des instabilités dans la zone, notamment la Chine et, dans une moindre mesure, l'Iran (13).

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les efforts fournis conjointement par la Russie et la Chine en vue de sécuriser la région Asie centrale (14). En avril 1996, les deux pays proclament un « partenariat stratégique » et, partageant l'objectif d'encourager les pays d'Asie centrale à aplanir leurs différends territoriaux et à instaurer des mesures de confiance et de démilitarisation, ils lancent, avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan le « Forum de Shanghai ». Le 15 juin 2001, ce dernier s'institue en organisation; il devient l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Tenant compte de l'évolution de la donne sécuritaire en Asie centrale (notamment des « leçons » des événements de 1999 et 2000 au Kirghizistan et en Ouzbékistan), cette association régionale a recentré son activité autour des problèmes de la lutte contre le terrorisme (15), les trafics de drogue et d'armes *etc.* L'un des succès du forum de Shanghai est d'avoir vu l'Ouzbékistan le rejoindre, en juin 2001, ce qui, de l'avis de l'ensemble des experts, a renforcé l'efficacité de cette structure, l'Ouzbékistan étant l'un des points les plus sensibles dans le contexte du développement des phénomènes terroristes et extrémistes dans la région centre-asiatique et disposant, en termes relatifs, de moyens d'action plus développés (16).

C'est également la priorité qu'elle accorde à la stabilisation de la région qui explique, au moins en partie, que la Russie ne se soit pas opposée au déploiement de troupes occidentales en Asie centrale en vue de l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan suite aux attentats du 11 septembre. Cette décision du Kremlin avait de quoi surprendre au regard de la crispa-

(13) Les officiels russes soulignent parfois l'intérêt qu'ils trouveraient à voir l'Inde jouer un rôle plus important dans la région, un « appel » probablement lié à leur souci de contrebalancer la présence de la Chine, considérée par de nombreux responsables russes comme au mieux un rival, au pire une menace pour le plus ou moins long terme.

(14) La vigilance de la Chine par rapport à l'Asie centrale s'explique par la crainte d'une contagion des instabilités à sa région du Xinjiang (Chine occidentale), peuplée en majorité de musulmans et dans laquelle s'expriment des velléités de sécession. La préoccupation de Pékin est attisée par le fait que certains des groupes ouïghours militant en faveur de la sécession du Xinjiang opèrent désormais dans plusieurs Etats centre-asiatiques. Des liens auraient été établis entre le Mouvement islamique d'Ouzbékistan et les séparatistes du Xinjiang. Cf. Oksana ANTONENKO/Kathryn PINNICK, « Russia's Foreign and Security Policy in Central Asia : The Regional Perspective », *op. cit.*, p. 4; « Aziatskii roubej » [La frontière asiatique], *Krasnaïa Zvezda*, 28 octobre 2003.

(15) L'Organisation s'est dotée d'une « Convention pour combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme » (juin 2002), ainsi que d'un centre antiterroriste basé à Bichkek.

(16) Lors des incursions de 1999, les forces ouzbèkes ont connu nettement moins de difficultés que leurs homologues kirghizes à faire face aux militants du MIO.

tion manifestée tout au long des années 1990 par une partie importante des responsables civils et militaires ou encore de la communauté des experts russes face à toute intervention, même limitée, des pays et organisations occidentaux dans la région (17). Toutefois, la conviction l'a emporté qu'une intervention de la coalition antiterroriste internationale visant à éradiquer le régime des Talibans en Afghanistan pourrait, en cas de succès, s'avérer bénéfique pour les intérêts de sécurité de la Russie dans la périphérie sud. Plus largement, la décision du Kremlin de ne pas contrarier l'installation de forces occidentales dans la région témoigne, entre autres, de ce que la politique de normalisation des relations avec la communauté euro-atlantique menée par le Président Poutine a permis d'élargir le « camp » de ceux qui, depuis le début des années 1990, appellent à recentrer la politique militaire et de sécurité russe de l'hypothétique menace de l'ouest vers les dangers beaucoup plus prégnants et immédiats du sud. En outre, le Kremlin a pu s'appuyer, pour consolider son argumentaire en faveur du déploiement de troupes occidentales dans la région, sur le succès relatif rencontré par les efforts fournis depuis 1999-2000 pour amener les pays de la zone centre-asiatique à une attitude plus coopérative vis-à-vis de Moscou (18). Selon les autorités russes, ce regain d'influence de la Russie dans la région permettait d'équilibrer la présence nouvelle des Etats-Unis, dont l'implication militaire, avant le 11 septembre 2001, y était fort limitée (19). Autre élément de contexte important, Washington, jugeant essentielle la coopération de Moscou dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, ainsi que dans le contexte plus général de la lutte contre le terrorisme international, a mar-

(17) Il suffit pour s'en convaincre de se remémorer les réactions négatives, voire virulentes, exprimées en Russie à l'occasion d'exercices mettant en présence, dans le cadre du Partenariat pour la paix de l'OTAN, des forces otaniennes et des républiques centre-asiatiques, ou encore l'assistance apportée par l'Alliance à la formation, en décembre 1995, du bataillon de maintien de paix multinational centre-asiatique (*Centrasbat*, constitué d'éléments kazakhs, kirghizes, ouzbeks), dont le principal soutien parmi les pays membres de l'OTAN a, de loin, été Washington. Il convient de noter ici que l'OTAN, dans le développement des liens avec les pays de l'ex-URSS, n'a pas donné la priorité aux pays d'Asie centrale, privilégiant les pays de l'ouest de l'espace ex-soviétique.

(18) Face à la montée des extrémismes politiques et religieux en 1999 et 2000, les pays d'Asie centrale n'avaient pas le sentiment d'avoir un choix étendu de partenaires, en dehors de la Russie, pour faire face à ces défis. En outre, le rapprochement avec Moscou a peut-être été rendu possible par le fait que sous Poutine, Moscou a commencé à manifester davantage d'intérêt pour la dimension économique des relations avec les pays d'Asie centrale quand, par le passé, elle insistait principalement sur les aspects militaires et sécuritaires de ces relations, domaine *a priori* moins neutre aux yeux de pays récemment libérés du « joug russe ». L'exemple le plus éloquent de l'embellie dans les relations entre Moscou et les pays de la région réside dans le changement d'attitude de Tachkent. Après avoir refusé de renouveler sa participation au Traité de sécurité collective de la CEI (en avril 1999), l'Ouzbékistan a pourtant, la même année, signé des accords de coopération militaire et militaro-technique avec la Russie, participé, en 1999 et en 2000, à des exercices communs avec la Russie, le Kirghizistan et le Tadjikistan (exercices dont le scénario portait sur la réaction à des incursions de groupes terroristes en Ouzbékistan et au Kirghizistan). Enfin, Tachkent a rejoint le conseil des ministres de la Défense de la CEI ainsi que l'Organisation de Shanghai en juin 2001 et, ce, bien que Moscou soit l'un des principaux promoteurs de cette institution. Pour de plus amples détails, cf. Yann BREAUT/ Pierre JOLICEUR/Jacques LÉVESQUE, *La Russie et son ex-empire. Recomposition géopolitique de l'ancien espace soviétique*, op. cit., pp. 58-61.

(19) Pour de plus amples détails sur ce point, cf. William D. O'MALLEY/Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », op. cit., pp. 83-87.

qué, au moins initialement, une disposition à travailler en Asie centrale sur la base d'un dialogue étroit avec les autorités russes, dans le souci d'éviter de mettre le Président Poutine en difficulté dans le débat intérieur.

DU PRAGMATISME AU RETOUR
DE LA LOGIQUE DE LA RIVALITÉ GÉOPOLITIQUE ?

Plus de deux ans après le début de l'opération *Enduring Freedom*, les Etats-Unis maintiennent deux bases dans la région, l'une à Manas, au Kirghizistan (20), l'autre à Khanabad, en Ouzbékistan (21) (en plus d'une base de soutien logistique non loin de l'aéroport international de Manas) (22). Nombre d'officiels et d'experts russes déplorent ouvertement ce qu'ils considèrent comme le manque de transparence dont les Etats-Unis font preuve sur leurs intentions relatives à la durée de leur présence militaire dans la région, présence dont Moscou avait averti qu'elle ne la concevait que comme temporaire, c'est-à-dire limitée au temps nécessaire pour stabiliser la situation en Afghanistan (23). Nombreux sont ceux qui, dans le débat interne russe, estiment que les Etats-Unis entendent profiter de la situation pour miner les positions de la Russie en Asie centrale (en même temps qu'endiguer sur le front centre-asiatique la montée en puissance de la Chine).

Cette perception est accentuée par le fait que, aux yeux de certains officiels russes, la présence militaire américaine a conduit « *les Etats d'Asie centrale à étendre leur coopération avec les Etats-Unis même au prix d'une mise en cause des intérêts russes dans la région* » (24). Les plus amers croient notamment pouvoir dire que de nouveau, l'Ouzbékistan, à la faveur du res-

(20) Etablie en décembre 2001, cette base a été utilisée également par les forces d'autres pays membres de l'OTAN – Norvège, Danemark, Pays-Bas, France, Espagne, Italie, Australie, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud (cf. « *Aziatskii roubej* », *op. cit.*). En octobre 2003, après le départ des forces danoises, néerlandaises et néo-zélandaises, il restait apparemment un millier d'hommes environ sur la base de Manas, dont la moitié étaient des Américains, le reste de ces forces étant des Italiens et des Sud-Coréens (cf. *AFP*, 3 octobre 2003).

(21) Depuis octobre 2001.

(22) Les forces allemandes déployées en Asie centrale dans le cadre de *Enduring Freedom* envisagent de continuer à utiliser l'aérodrome de Termez, situé à la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan. En outre, le Tadjikistan a ouvert son espace aérien aux avions de l'OTAN, autorisés à faire usage de l'aérodrome de Douchanbe. Les aérodromes kazakhs d'Alma Ata et de Tchikent sont également utilisés par les forces de la coalition. Cf. « *Aziatskii roubej* », *op. cit.*

(23) La durée de location était d'un an, renouvelable automatiquement. La plupart des observateurs militaires estiment que la nature des activités menées sur la base de Manas par les Etats-Unis laisse entendre qu'ils envisagent de s'y maintenir durablement. Le Secrétaire général de l'Organisation du Traité de sécurité collective, le Russe Nikolai Bordiouja, considérant par ailleurs que l'objectif de la coalition internationale d'assurer la stabilité de l'Afghanistan n'a pas été réalisé, a ajouté, traduisant un avis largement répandu au sein de l'état-major général russe, que « *les forces américaines ont été déployées à Manas, au Kirghizistan, pour régler un problème concret, celui de l'Afghanistan et nous saluons ces activités. Mais j'espère que ces forces agiront dans le cadre des objectifs annoncés et seulement pendant une période nécessaire pour régler le problème afghan* ». Dans la même déclaration, il proposait des coopérations entre l'OTSC et les forces de l'OTAN (cf. *AFP*, 23 mai 2003).

(24) Dmitriy TROFIMOV, « *Russia's Foreign-Policy Objectives in Central Asia* », *op. cit.*, p. 16.

serrement de ses liens avec Washington dans l'après-11 septembre 2001, se montre moins coopératif au sein des organisations collectives régionales ; ils déplorent l'esprit de « désolidarisation » régionale qu'aurait suscité, parmi les dirigeants tadjiks, le récent rapprochement entre leur pays et les États-Unis et l'OTAN (25). De fait, l'implication de forces occidentales dans la région a donné aux républiques centre-asiatiques le sentiment que leur est offert un contrepoids aux acteurs régionaux, dont ils tendent à redouter les éventuelles intentions hégémoniques (avec une vigueur particulière dans le cas de la Russie). La présence militaire américaine en Asie centrale s'est, en outre, accompagnée d'une augmentation non négligeable de l'assistance des États-Unis aux pays de la région, qui ne peut qu'être amplement appréciée par des dirigeants locaux en mal de ressources (26). De là à affirmer que ce changement a insufflé « *un degré d'antagonisme entre Chine/Russie et l'Occident* », au risque d'affaiblir l'architecture de sécurité régionale qui avait commencé à se dessiner avant le 11 septembre 2001, il n'y a qu'un pas, que certains observateurs russes se sont empressés de franchir (27). Il est du reste intéressant de noter que des analystes non russes considèrent eux aussi que les États-Unis attisent inutilement les rivalités géopolitiques en Asie centrale au moment où une chance se présente de voir la Russie faire preuve d'une plus grande ouverture à la perspective d'interventions des pays occidentaux dans la région (28).

Dans ce contexte relativement tendu, les contacts et, *a fortiori*, les coopérations concrètes entre forces américaines et forces russes basées dans la région sont quasi inexistantes. En outre, la Russie mène une politique de renforcement de sa présence militaire en Asie centrale et d'intensification des coopérations de sécurité au sein du TSC de la CEI. La plupart des observateurs lisent les initiatives prises dans ces deux perspectives comme une réponse directe de Moscou à Washington, dans la plus pure tradition de la rivalité géostratégique russo-américaine, bien davantage que, comme le veut le discours officiel du Kremlin, comme des mesures visant à améliorer les

(25) Ainsi, certains observateurs imputent les rumeurs sur le projet qu'aurait le Tadjikistan d'assurer seul la protection de sa frontière avec l'Afghanistan à une volonté de « *rappeler à la Russie qu'un jour, ses services de sécurité ne ser[ont] plus requis dans le contexte des liens plus étroits de Douchanbe avec les établissements militaires occidentaux* » : pour de plus amples détails sur ces liens, cf. Todd DIAMOND, « US Unilateralism Fuels Great Power Rivalry in Central Asia », *Eurasia Insight*, 1^{er} octobre 2003 ; « Tajikistan Irks Russia with Border Guard Proposal », *Security Watch*, 14 octobre 2003 ; « Rossiiskikh pogranchikov vydvoriat s Piandja » [On chasse les gardes-frontières russes de Piandj], *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 26 septembre 2003. Le ministère tadjik de la Défense aurait par ailleurs l'intention de se séparer de ses conseillers militaires russes (cf. *AFP*, 30 avril 2003).

(26) William D. O'MALLEY/Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », *op. cit.*, p. 89. En juin 2003, Washington annonçait par exemple son intention de verser quelque 16 millions de dollars au Tadjikistan et à l'Ouzbékistan pour les aider dans la lutte contre le trafic de drogue (cf. *AFP*, 24 juin 2003).

(27) Ces analyses sont évoquées par Murad ESENOV, « The Anti-Terrorist Campaign and the Regional Security System », *Russia's New Southern Border : Western Siberia-Central Asia*, n° 2, 2003, p. 27.

(28) Cf. par exemple Todd DIAMOND, « US Unilateralism Fuels Great Power Rivalry in Central Asia », *op. cit.*

perspectives sécuritaires régionales (29). Ainsi, la Russie s'est montrée très active en vue de « ranimer » le Traité de sécurité collective. Certes, ce projet a été affiché par Moscou dès 2000. Toujours est-il que c'est en 2002-2003, alors que les doutes sur le fond des intentions américaines en Asie centrale s'expriment en Russie avec une vigueur croissante, que les mesures les plus décisives dans cette direction ont été prises, notamment la décision, en mai 2002, de transformer le Traité de sécurité collective en Organisation (OTSC), une décision effective en octobre 2002 (signature de la Charte de l'OTSC et d'un accord sur le statut légal de l'organisation) (30).

De plus, après avoir, en décembre 2002, déployé des moyens aériens au Kirghizistan (à l'aéroport de Kant), la Russie a signé en septembre 2003 avec Bichkek un accord sur l'établissement d'une base aérienne russe à Kant, pour une durée de quinze ans, avec possibilité de renouvellement automatique de cet accord (31). Inaugurée le 23 octobre 2003 par le Président Poutine lui-même, cette base se situe à une trentaine de kilomètres de la base américaine Peter Ganci, à Manas. S'ajoutant à la présence militaire que la Russie maintient au Tadjikistan (32), la nouvelle base fera partie de la force de déploiement rapide de la CEI pour la région Asie centrale que l'Organisation du Traité de sécurité collective a mise en place pour lutter contre les menaces de sécurité communes, notamment celle du terrorisme. La base russe devra assurer le soutien des forces engagées au sol dans des opérations militaires contre des groupes terroristes opérant sur le territoire d'un des Etats membres de l'OTSC et améliorer la mobilité de la force de réaction rapide tout en renforçant ses capacités générales, reconnues insuffisantes par les Etats membres de l'OTSC (33).

(29) Selon certains analystes, rares il est vrai, ces mêmes initiatives traduiraient plutôt une réaction visant à préparer l'après-*Enduring Freedom* et le départ, à plus ou moins long terme, des Etats-Unis, réaction rendue nécessaire par le fait que la Russie, elle, aura toujours des intérêts dans une région dont la stabilité reste sujette à caution. Telle est la thèse notamment de Nikolai Zlobin, directeur des programmes Russie et Asie au Center for Defense Information : selon lui, « si les Etats-Unis quittent l'Asie centrale – et on dirait qu'ils sont en train de quitter l'Asie centrale – la Russie prendra leur place, parce qu'elle le peut » (minutes de la conférence « Security Dilemmas in Central Asia : Competition for Influence », Woodrow Wilson Center, 23 septembre 2003, cité in *ibid.*).

(30) Les documents sur la création de l'OTSC ont été paraphés par les six pays membres le 28 avril 2003 à Douchanbe. L'état-major unifié de l'OTSC était officiellement opérationnel au 1^{er} janvier 2004 (Interfax-AVN, 5 janvier 2004). Le 26 décembre 2003, l'OTSC a été enregistrée à l'ONU comme organisation internationale régionale (Interfax-AVN, 30 décembre 2003).

(31) Les effectifs du personnel russe de la base, actuellement de 400 hommes, devraient être portés à 500 dans l'avenir proche (cf. « Aziatskii rubej », *op. cit.*).

(32) Moscou, qui a annoncé qu'elle envisage d'augmenter sa présence militaire au Tadjikistan, négocie d'ailleurs avec ce dernier la transformation éventuelle de la 201^e division de fusiliers motorisés en une base militaire russe.

(33) La force de réaction rapide de l'OTSC compte quelque 1 500 hommes au total. Elle est composée de quatre bataillons indépendants : de la Russie (un bataillon de la 201^e division de fusiliers motorisés, déployée au Tadjikistan), du Kirghizistan, du Kazakhstan et du Tadjikistan. L'état-major de cette force est basé à Bichkek. En décembre 2003, le Conseil des ministres de la Défense de l'OTSC a décidé d'augmenter les effectifs de la force de réaction rapide par un facteur de 2,5 (cf. « Aziatskii rubej », *op. cit.* ; William D. O'MALLEY / Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », *op. cit.*, p. 79 et pp. 98-99 ; Interfax-AVN, 9 janvier 2004).

Officiellement, donc, l'installation de la base de Kant vise à appuyer les efforts internationaux de stabilisation de la zone (34), à consolider la force de réaction rapide de l'OTSC et à aider le Kirghizistan à faire face à ses problèmes de sécurité, ce que l'état de ses forces armées et de sécurité ne lui permet pas de réaliser de manière autonome (35). Toutefois, les propos du Président Poutine à l'occasion de l'inauguration de cette base évoquent d'autres enjeux : ils marquent une volonté du Kremlin de réaffirmer la prééminence de ses intérêts et de sa politique en Asie centrale par rapport à ceux des autres puissances présentes, y compris, et surtout, les États-Unis. De fait, à cette occasion, le chef de l'État russe, soulignant une nouvelle fois le caractère temporaire et la nature limitée des missions des forces américaines déployées en Asie centrale, a insisté sur le fait qu'au contraire, la base russe constituait une présence permanente et était susceptible d'être appelée à intervenir dans l'espace centre-asiatique tout entier (36).

PERSPECTIVES

Le Président Poutine serait-il contraint de donner des gages à tous ceux qui, dans les milieux militaires et diplomatiques russes, voient dans le « mystère » dont Washington entoure ses intentions futures en Asie centrale une confirmation de la validité de leurs critiques de la politique conciliante de Vladimir Poutine à l'égard des États-Unis ? La Russie a-t-elle abandonné sa politique de gestion pragmatique et coopérative des problèmes de sécurité en Asie centrale en réaction à l'investissement occidental, principalement américain, dans la région ? La réponse à ces questions est sans doute plus nuancée qu'il y paraît.

La réaction des autorités russes est d'autant plus négative face aux réponses jugées insatisfaisantes des Américains sur l'avenir de leur présence en Asie centrale que ces développements interviennent dans un contexte de désenchantement de Moscou par rapport au bilan de ses nouvelles relations stratégiques avec les États-Unis. De fait, le Kremlin escomptait que son soutien à la coalition antiterroriste internationale et, en particulier, cette « concession » à ses yeux majeure qu'était son acquiescement au déploiement de troupes de pays de l'OTAN dans l'espace ex-soviétique, serait source pour lui d'un nombre beaucoup plus important de dividendes politiques et économiques. Or, aujourd'hui, l'avis est largement partagé à Moscou que la

(34) Dans le discours de Moscou visant à justifier le renforcement de sa présence militaire en Asie centrale, l'« échec » de la coalition internationale à stabiliser profondément la situation en Afghanistan est fréquemment utilisé.

(35) Pour de plus amples détails, cf. William D. O'MALLEY / Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », *op. cit.*

(36) « Otvety na voprosy journalistov pri posechtchenii rossiiskoi aviatsionnoi bazy » [Réponses aux questions des journalistes lors de la visite de la base aérienne], 23 octobre 2003, Kant, Kirghizstan, disponible sur le site Internet de la présidence de Russie www.president.kremlin.ru.

nouvelle coopération de sécurité et stratégique russo-américaine manque de substance et que la prise en compte par Washington des intérêts russes sur différents dossiers de politique internationale s'avère pour le moins relative. Dans le même temps, les autorités russes peuvent constater que les républiques centre-asiatiques, si elles affichent leur désir d'obtenir un soutien aussi étendu et multiforme que possible des Etats-Unis, manifestent parfois un agacement face à l'insistance des dirigeants américains sur le problème des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit (37). Cet agacement est assorti d'une incertitude quant à la stabilité, sur le plus long terme, de l'intérêt de Washington pour la région, qui les pousse plutôt à une politique d'équilibre des partenariats avec les différentes puissances extérieures qu'à un redéploiement radical de leur politique étrangère vers Washington.

Si elle est désireuse de mener une politique plus active en Asie centrale, Moscou semble également déterminée à miser de plus en plus sur l'Organisation de Shanghai comme outil de sécurité collective dans l'espace centre-asiatique. Il est vrai qu'elle le fait d'autant plus volontiers que l'Organisation de Shanghai est une structure sans participation américaine. Le Kremlin y voit surtout un instrument complémentaire nécessaire de l'Organisation du Traité de sécurité collective, dont les efforts pour s'adapter à la lutte contre les défis de sécurité régionaux les plus immédiats (terrorisme, lutte contre la criminalité organisée, les migrations illégales, *etc.* (38)), comme l'a fait l'Organisation de Shanghai à partir de 2000-2001, butent contre de nombreux écueils : de fait, les divergences entre les républiques centre-asiatiques et la méfiance qui perdure au sein de leurs dirigeants à l'égard de la Russie ne devraient guère faciliter la consolidation de l'intégration militaire au sein de l'OTSC, dont les pays membres demeurent par ailleurs en proie à de lourdes difficultés financières. L'Organisation de Shanghai présente en outre l'avantage de compter la participation de l'Ouzbékistan, sans lequel la lutte collective contre le terrorisme à l'échelle régionale paraît vouée à une efficacité moindre – ce pays étant à la fois une des principales « cibles » des groupes radicaux les plus virulents dans la région et l'un des Etats de la zone les mieux dotés du point de vue des outils militaires et paramilitaires.

En tout état de cause, la Russie, comme la plupart des pays de la zone, considère que l'opération de la coalition antiterroriste en Afghanistan, dont il est encore difficile d'affirmer qu'elle a durablement stabilisé la situation

(37) Cf. par exemple Elisabeth JONES, « US Relations With Central Asia », conférence de presse de l'*Assistant Secretary for European and Eurasian Affairs*, Washington DC, 11 février 2002, disponible sur le site Internet www.state.gov/p/eur/rls/rm/2002/7946.htm.

(38) La Charte de l'Organisation met l'accent sur le fait que les pays membres doivent coordonner leurs efforts pour lutter contre le terrorisme international, l'extrémisme, le trafic de drogue, la criminalité internationale (cf. *AFP*, 25 avril 2003). L'Organisation a fondé un centre antiterroriste basé à Tachkent. L'on peut également rappeler ici l'existence d'un centre antiterroriste de la CEI, incluant tous les Etats de la Communauté (hormis le Turkménistan).

dans ce pays, n'a pas suffi à éradiquer les défis de sécurité dans la région. Les flux de drogues en provenance de ce pays, loin de s'être interrompus, auraient fortement augmenté depuis la chute des Talibans. En 2003, les gardes-frontières russes servant à la frontière russo-tadjike auraient saisi quelque 5,3 tonnes de stupéfiants (39). Les ressources de ces trafics continueraient à alimenter les groupes extrémistes à l'œuvre dans la région qui, bien qu'affaiblis par la perte d'une base arrière essentielle (l'Afghanistan), demeurent actifs dans certaines régions proches des frontières extérieures de la CEI (il s'agirait principalement du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, de Khizb-ut-Takhrir, d'Al Qaïda ou des Talibans). Ces groupes n'auraient pas abandonné leurs « projets » relatifs à l'Asie centrale.

Face aux efforts fournis par la Russie pour, officiellement, consolider la sécurité en Asie centrale, la question se pose du bien-fondé de miser sur les outils militaires pour faire face aux défis de sécurité que contient l'Asie centrale ex-soviétique, défis dont une partie substantielle relève des menaces de sécurité non militaires, auxquelles le Président Poutine semble accorder une attention croissante. De fait, la politique russe ne semble pas devoir se limiter aux seules dimensions militaires. Moscou semble notamment désireuse de multiplier les initiatives en vue de consolider les frontières au niveau régional contre les menaces terroristes et autres menaces transnationales. Lors d'une rencontre à Omsk en avril 2003, les Présidents russe et kazakh ont convenu de jeter les bases d'une coopération plus étroite entre leurs gardes-frontières à la frontière commune, mais aussi sur d'autres portions de la frontière du Kazakhstan (40). La Russie, qui assure toujours conjointement avec le Tadjikistan la protection et la surveillance de la frontière tadjiko-afghane, a par ailleurs fourni au Kirghizistan, où une centaine d'officiers russes contribue à l'encadrement des gardes-frontières nationaux (41), des équipements de contrôle aux frontières suite aux événements de 1999-2000 ; des discussions sont en cours entre les deux pays en vue d'un accroissement de la coopération sous forme de programmes d'entraînement entre gardes-frontières russes et kirghizes (42). Par ailleurs, Moscou promeut la coopération dans d'autres champs susceptibles de servir plus utilement la lutte contre le terrorisme et un certain nombre d'autres « nouvelles menaces de

(39) Interfax-AVN, 29 décembre 2003. pour de plus amples développements sur la question, cf. *Illicit Drugs Situation in the Regions Neighbouring Afghanistan and the Response of ODCCP*, United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, octobre 2002, 34 p., et « Regional Conference on Drug Abuse in Central Asia : Situation Assessment and Responses », Conference Report, 26-28 juin 2002, Tachkent, 105 p.

(40) Selon certaines sources, une activation des coopérations entre agences du maintien de l'ordre et gardes-frontières des régions frontalières entre la Russie et le Kazakhstan est à remarquer : cf. Oksana ANTONENKO/Kathryn PINNICK, « Russia's Foreign and Security Policy in Central Asia : The Regional Perspective », *op. cit.* Courant 2004, Moscou et Astana devraient signer un traité sur la frontière d'Etat russo-kazakhe ainsi qu'un traité sur les coopérations entre services de protection des frontières (cf. Interfax-AVN, 29 décembre 2003).

(41) *The Military Balance 2002-2003*, International Institute for Strategic Studies, Londres, octobre 2002, p. 132.

(42) William D. O'MALLEY/Roger N. McDERMOTT, « Kyrgyzstan's Security Tightrope : Balancing its Relations with Moscow and Washington », *op. cit.*, p. 81 ; *AFP*, 10 octobre 2003.

sécurité », notamment les échanges d'informations et de renseignement, aussi bien au niveau de la CEI que dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Ainsi, si la sensibilité de la Russie sur la question de la présence américaine en Asie centrale est évidente et n'est certainement pas absente des déterminants de la politique du Kremlin dans la région, cette politique semble toujours mue par le besoin perçu par Moscou d'une gestion collective des enjeux sécuritaires centre-asiatiques, exigeant des contributions de différents types – militaire, paramilitaire, économique et social, *etc.* Cette perspective inclut-elle une implication plus importante d'organisations ou de pays membres de la communauté euro-atlantique ?

La ligne de coopération avec cette dernière, défendue depuis 2000 par le Kremlin, ne semble pas remise en cause, y compris en ce qui concerne le « champ centre-asiatique ». Pour ce qui est des relations avec l'OTAN, supposées avoir acquis une « nouvelle qualité » avec la formation, en mai 2002, d'un nouveau Conseil OTAN-Russie, certaines voix, en Russie, évoquent l'Afghanistan comme un futur champ possible d'interactions étroites avec l'Alliance atlantique. En outre, lors de l'inauguration de la base de Kant, le Président Poutine a tenu à souligner que Moscou n'excluait pas que cette base puisse, d'une façon ou d'une autre, soutenir les activités de la coalition antiterroriste en Afghanistan. D'autres signes sinon d'ouverture, du moins d'apaisement, ont été remarqués, comme la volonté affichée par le Kremlin de conclure des accords avec l'OTAN ou les pays membres de l'OTAN sur le transit vers l'Afghanistan de militaires ou de cargos *via* son territoire, comme il l'a fait d'ores et déjà avec l'Allemagne dans le contexte de l'opération *Enduring Freedom*. Moscou a déjà lancé quelques signaux d'une plus grande ouverture à certaines préoccupations exprimées par l'Union européenne auprès des autorités russes par rapport aux insuffisances des contrôles aux frontières et sur d'autres dossiers de coopération relatifs à la lutte antiterroriste. L'UE propose un dialogue plus étroit sur les menaces de cette nature présentes dans les périphéries de la Russie, notamment dans le sud (l'Union européenne a d'ailleurs motivé la fermeté de ses positions sur la question des visas et sur la proposition russe d'établir un régime sans visa entre la Russie et l'Union par, entre autres, la porosité excessive des frontières entre la Russie et les pays d'Asie centrale).

Comment la Russie réagirait-elle à un engagement plus important des Etats-Unis ou des Européens, notamment en termes d'assistance technique et économique ? Quelles coopérations sont envisageables dans le cadre des nouveaux mécanismes de dialogue et de coopération de sécurité établis entre la Russie et les principaux acteurs de la communauté euro-atlantique ? Bien que ces questions demeurent fort délicates dans le débat interne russe, bien qu'elles aient été rendues plus sensibles encore par l'affirmation américaine en Asie centrale, la position de Moscou ne paraît pas fermée.